1867

N° 353

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio.
Nelle Provincie del Regno con vaglia postale affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE
DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.
Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato centesimi 20.
Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma (franco ai confini)		» 52	27	15

FIRENZE, Giovedì 26 Dicembre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 4109 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti i Nostri decreti del 4 luglio 1866, numero 3058, e 22 agosto seguente, n° 3169;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per la pubblica istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il termine per la presentazione delle opere d'arte pel concorso a' premi della pittura è prorogato al primo giorno del prossimo marzo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 11 dicembre 1867.

VITTORIO EMANUELE.

BROGLIO.

Il numero 4121 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del presidente del Consiglio, Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione di navigazione conchiusa tra l'Italia e la Confederazione della Germania del Nord, e sottoscritta in Firenze addì 14 ottobre 1867, le cui ratificazioni furono ivi scambiate li 14 dicembre stesso anno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 15 dicembre 1867.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. MENABREA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione di navigazione essendo stata conchiusa tra l'Italia e la Confederazione Germanica del Nord, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Firenze addì quattordici ottobre del corrente anno mille ottocento sessantasette;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie d'une part, et Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'autre part, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations maritimes et commerciales entre l'Italie et la Confédération de l'Allemagne du Nord, ont résolu de conclure une Convention, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie: Son Excellence le Chevalier Urbain Rattazzi, Chevalier de l'Ordre Suprême de la Très-Sainte Annonciade, etc., etc., Président du Conseil des Ministres, son Ministre Secrétaire d'Etat pour les affaires de l'Intérieur, Chargé du portefeuille du Ministère des Finances, Député au Parlement National, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi de Prusse: Son Excellence Charles Georges Louis Guido Comte de Usedom, son Chambellan et Conseiller intime actuel, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie, et Membre de la Chambre des Seigneurs des Etats de Prusse, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de première classe, et Grand' Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les navires italiens qui entreront chargés ou sur lest dans les ports de la Confédération, ou qui en sortiront, et les navires allemands qui entreront chargés ou sur lest dans les ports d'Italie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur provenance, ou de leur destination, ne payeront, dans ces ports, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de port, de phares, ou autre charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'Etat, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, que ceux dont y sont ou seront passibles les navires nationaux venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Art. 2. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux de l'une des hautes Parties contractantes aucun privilége, ni aucune faveur, qui ne le soit également aux navires de l'autre; la volonté des hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 3. La nationalité des navires sera admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque Partie, au moyen des documents délivrés par les Autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

La perception des droits de navigation se fera respectivement au choix du capitaine, soit d'après le mode de jaugeage usité dans le port où se trouve le navire, soit d'après le chiffre de tonnage inscrit sur les documents susmentionnés. A cet effet les hautes Parties contractantes conviendront d'une base fixe pour la conversion du tonneau de jauge italien en lest allemand et vice-versa, et cette base ainsi arrêtée servira réciproquement de règle pour les droits de navigation à prélever dans les ports respectifs.

Art. 4. Tous le produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les Etats de l'une des hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés, ou en être exportés, par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports des deux Parties par des navires de l'une ou de l'autre Puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit, ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants-cause, le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature plus fortes que celles auxquelles sont ou seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 5. Les marchandises de toute nature, importées de quelque lieu que ce soit dans les Etats de l'une des hautes Parties contractantes par les navires de l'autre, y jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques, et ne payeront respectivement d'autres, ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'Etat, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité, que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Art. 6. Les marchandises de toute nature, exportées des Etats de l'une des hautes Parties contractantes par les navires de l'autre pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits, ni formalités de sortie, que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits et autres faveurs qui sont ou seront accordés par chachune des deux Parties à la navigation nationale.

Art. 7. Les navires de l'une des hautes Parties contractantes entrant dans un des ports de l'autre, et qui n'y voudraient que compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 8. Les navires de l'une des hautes Parties contractantes entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre, n'y payeront, soit pour le navire, soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas et y jouiront des mêmes faveurs et immunités, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce et qu'ils ne séjournent pas dans les ports plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements motivés par le besoin de réparer les bâtimets ne seront point considérés comme opération de commerce.

Art. 9. Les hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenable d'en excepter généralement. Ces Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents, ainsi que leurs Chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions, dont jouissent ou jouiront ceux des Nations les plus favorisées; mais dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages, auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur Nation.

Art. 10. Lesdits Consuls généraux, Consuls, Vice Consuls, Agents consulaires de chacune des hautes Parties contractantes résidant dans les Etats de l'autre, recevront des Autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Tribunaux, Juges ou Fonctionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des régistres du bâtiment, rôle d'équipage, ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou extrait desdites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition desdits Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, lesquels, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou les renverront dans le pays desdits Agents, sur un navire de la même ou de toute autre Nation ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique, à la réquisition et aux frais des Agents précités, qui devront à cet effet s'adresser aux Autorités compétentes.

Si dans les deux mois, à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs n'étaient pas réintegrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de terre ou de mer, de même si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la Partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les Autorités locales jusqu'à ce que le Tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 11. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des hautes Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Etats respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes, que pour le navire et sa cargaison.

Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Toutefois les Consuls ou Agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement, ou à la vente, s'il y a lieu, des navires échoués ou naufragés à la côte. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ses objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants-cause, e il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux, auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 12. Les hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilége, faveur ou immunité concernant la navigation à aucun autre Etat, qui ne soit aussi, de plein droit et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 13. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout Etat qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les Etats contractants et l'Italie.

Art. 14. La présente Convention entrera en vigueur le 1er janvier 1868.

Elle aura la même durée que le Traité de commerce conclu entre le Zollverein et l'Italie le 31 décembre 1865.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Florence dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Florence, le 14 du mois d'octobre de l'année 1867.

(L. S.) U. RATTAZZI. (L. S.) USEDOM.

PROTOCOLE.

En procédant à la signature de la Convention de navigation conclue sous la date d'aujourd'hui entre l'Italie et la Confédération de l'Allemagne du Nord, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés par leurs Gouvernements, déclarent:

1° Que tant que continueront à exister des Consuls particuliers des Etats composant la Confédération de l'Allemagne du Nord, leur seront également appliquées les dispositions des articles 9 et suivants de la susdite Convention de navigation, touchant les attributions, immunités et priviléges des Consuls et Agents consulaires respectifs.

2° Que les stipulations insérées dans le Traité de commerce conclu entre l'Italie et le Zollverein le 31 décembre 1865, seront indistinctement applicables, à partir de l'époque où la Convention de navigation entrera en vigueur, à tous les Etats composant la Confédération de l'Allemagne du Nord, qu'ils fassent ou non partie de l'Association douanière allemande.

3° Que par conséquent à partir de la même époque cesseront d'avoir effet tous le Traités et Conventions de commerce et de navigation conclus précédemment entre quelques-uns des ces mêmes Etats et le Gouvernement d'Italie, ou de quelques-uns des anciens Etats compris actuellement dans le Royaume Italien.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits ont signé le présent Protocole, qui aura la même force et valeur que la Convention de navigation, dont il formera un annexe, et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à Florence, le 14 octobre 1867.

(L. S.) U. RATTAZZI.
(L. S.) USEDOM.

Noi, avendo veduta ed esaminata la qui sovrascritta Convenzione seguita da un Protocollo, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date in Firenze, addì diciannove del mese di ottobre l'anno del Signore mille ottocento sessantasette, e del Regno Nostro il decimonono.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro segretario di Stato per gli affari esteri
P. DI CAMPELLO.

Il numero 4122 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 della legge 3 luglio 1864, n° 1827, sul dazio di consumo;

Viste le domande dei comuni di Nervi e d'Osimo, già dichiarati a loro istanza comuni chiusi, dirette a ritornare nella condizione di comuni aperti per gli effetti della mentovata imposta;

Sulla proposta del ministro delle finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. I comuni di Osimo nella provincia di Ancona, e Nervi in quella di Genova, sono restituiti nella condizione di comuni aperti per la riscossione del dazio di consumo, dal 1° gennaio 1868.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 18 dicembre 1867.

VITTORIO EMANUELE.

L. G. CAMBRAY DIGNY.

IL MINISTRO
DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il regolamento pei posti semi-gratuiti annessi ai licei ginnasiali e convitti nazionali delle provincie napolitane approvato con decreto Reale 1° giugno 1862;

Vista la proposta del presidente del Consiglio scolastico di Napoli in conformità dell'articolo 11 del citato regolamento sull'esito del concorso a dieci posti semi-gratuiti vacanti nel convitto nazionale Vittorio Emanuele di Napoli;

Decreta:

Art. 1. Sono dichiarati vincitori di un posto semi-gratuito per ciascuno nel convitto nazionale Vittorio Emanuele di Napoli col godimento di esso posto dal 1° andante mese:

1° Opipari Salvatore.
2° D'Orso Gustavo.
3° Mascione Luigi.
4° Martinelli Francesco.
5° De Anna Francesco.
6° De Amicis Michele.
7° Persico Giovanni.
8° Savastano Luigi.
9° Cacace Alfonso.

Art. 2. È parimenti conceduto un posto semi-gratuito nel convitto medesimo al giovinetto Sorrentino Tommaso, da godersi per un solo anno, ed a condizione che si presenti nuovamente nella prossima sessione agli esami di concorso.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Firenze, li 14 dicembre 1867.

Per il Ministro NAPOLI.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

CASSA CENTRALE DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO
DEL REGNO D'ITALIA.
(Seconda pubblicazione)

Coerentemente al disposto degli articoli 178 e 179 del regolamento per le casse dei depositi e dei prestiti, approvato con R. decreto 25 agosto 1863, n° 1444, si notifica, per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato denunziato, nelle debite forme, lo smarrimento dei titoli sottodesignati spediti dall'Amministrazione delle Casse dei depositi e prestiti infrascritte ne saranno rilasciati i duplicati appena trascorsi sei mesi dal giorno in cui avrà luogo la prima pubblicazione del presente, che sarà per tre volte ripetuta ad intervallo di un mese e resteranno di nessun effetto i precedenti titoli.

Cassa di Torino.

Cartella n° 13012 in data 17 gennaio 1860, rappresentante un deposito di lire 1200, fatto dal cav. Enrico Falqui a titolo di malleveria che deve prestare quale commissario alle esecuzioni di Macomer.

Cassa di Bologna.

Polizza n° 1289 in data 27 luglio 1866, rappresentante un deposito di lire 65 di rendita in cartelle consolidato cinque per cento fatto da Luigi Magnani fu Natale per cauzione delle opere di rinforzo e consolidamento di un tratto di argine sinistro del Sillaro dalla Chiavica Garda Menata all'incontro dell'argine destro di Reno.

Torino, li 20 novembre 1867.

Il Direttore capo di divisione
CERESOLE.

Visto, *per l'Amministratore centrale*
GALLETTI.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.
(Prima pubblicazione.)

Si è chiesta la rettifica dell'intestazione della rendita di lire 110, iscritta al consolidato 5 % al n° 5738 a favore di Lucarelli Luigi, fu Pietro, domiciliato in Gubbio, allegandosi l'identità della persona del medesimo con quella di Lucarelli Pietro, fu Luigi, ecc.

Si diffida perciò chiunque possa avere interesse a tale rendita che, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni, sarà operata la chiesta rettifica.

Torino, 19 dicembre 1867.

Per il Direttore Generale
L'ispettore generale: M. D'ARIENZO.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — Londra, 23 dicembre:

Le autorità hanno vietato i *meetings* che dovevano aver luogo a Clerkenwell (sobborgo di Londra).

Da Glacovia giunge la notizia, in data di iersera, che è stata scoperta una traccia di polvere lunga 400 metri che andava verso il principale gazometro della città.

Queenstown (Irlanda), 23 dicembre:

Sono state messe le guardie sul molo per precauzione contro i Feniani. *(Havas Bullier)*

— Si legge nel *Times*:

Udiamo dir da ogni parte che la prossima sessione del Parlamento sarà consacrata agli affari dell'Irlanda. Tutto il genio della legislatura, libero dalle pastoie della riforma, non più distratto dai remoti ostacoli dell'Abissinia, si volgerà a quell'arduo ed intricato argomento, le nebbie dell'errore si dilegueranno, de' vieti pregiudizi saranno sradicati dalla applicazione logica di pochi eletti principii, e quella sventura permanente della politica inglese cesserà per sempre.

— Si legge nel *Morn. Herald* del 21 dic.:

La brigata d'avanguardia della spedizione di Abissinia è giunta sana e salva a Senafe sull'altopiano che divide l' Abissinia propriamente detta dalle regioni basse e malsane della costa. Il corpo degli zappatori ha schivato il passo difficile di Taranta, che conduce a Halai, punto più vicino all'altopiano, ed ha scelto la strada molto più facile che passa a mezzodì di Zulla e arriva a Senafe costeggiando il passo di Tekonda. A sole 33 miglia si arriva all'altezza di un miglio (2000 metri) sopra il livello del mare. È agevole immaginarsi le difficoltà della salita ed il cambiamento di temperatura che si subisce. Mentre a Zulla l'atmosfera è ardente come una fornace, il clima dell'altopiano è temperato, e reputasi sano come quello dell'Inghilterra. I soldati sono in buono stato, e credono che procederanno facilmente nell'interno.

Crediamo che sarà stata presa la strada diretta che va a Magdala passando da Antalo e Sokota, invece di prendere la strada più lunga che mena nella stessa città passando da Adowa e Gondar. Per quella strada le difficoltà non credonsi molte; non vi sono grandi fiumi da traversare, non grandi montagne da passare. La strada costeggia le falde del grande altopiano abissino, che, come è noto, è la regione più sana del paese. È la strada più diretta verso il punto che noi consideriamo lo scopo principale della spedizione, cioè verso l'Amba o fortezza di Magdala. Da Senafe ad Antalo la distanza è di 150 miglia e da Antalo a Magdala passando da Sokota è di 170 miglia. La regione tra Senafe e Antalo appartiene alla provincia del Tigré. Anche in questo momento possiamo supporre che il resto dell'esercito inglese coi suoi bagali, la sua artiglieria, ecc. si trovi in un paese che può reputarsi parte dell'Abissinia geograficamente, ma che politicamente non riconosce in nulla il potere di Teodoro. Waagshum, governatore del Tigré non ha voluto obbedire alla supremazia che esige Ras Alì. Non sappiamo se il capo del Tigré è ben disposto per noi.

— Il *Daily News* del 23 dicembre ha quanto segue:

Il signor Northcote ha ricevuto il seguente telegramma dal colonnello Merewether:

Vicino a Renece, 5 dicembre.

Tutto va bene qui. Il capo di Senafe ci ricevè ieri. Il popolo è lieto di vederci. Ci muoveremo per accampare colà domani. Ieri venne un messaggiero speciale dal principe Kursu(Kassai?). Fu

mandato il fratello di Gabriele Murcha perchè parla inglese. Abbiamo ricevuto lettere e messaggi amichevoli. Wagshua manderà un messaggiero. Dicesi che Menelek, da Shoa, sia giunto nelle vicinanze di Magdala con molte forze e sperava d'impossessarsene il primo. Il re Teodoro ha arso tutta Debra Tabor, tranne una chiesa; ha fatto un accampamento a pochi miglia di distanza; vorrebbe andare a Magdala, trova molta opposizione. Le popolazioni della campagna ammazzano i suoi soldati se tentano di tagliare dell'erba o delle legna.

FRANCIA. — Leggesi nel *Journal des Débats*:

Il progetto di conferenza sembra ognor più abbandonato. La *France* fa menzione di una voce corsa da alcuni giorni nei circoli diplomatici e secondo cui si sarebbero aperte delle trattative dirette fra Parigi e Firenze affine di mettersi d'accordo sull'accomodamento da sostituire alla Convenzione di settembre. Questo accomodamento, se si riesce a trovarlo, verrebbe poi, secondo la *France*, sottoposto alla sanzione delle potenze europee. La *France* si affretta a dichiarare che essa riferisce tale voce senza assumerne responsabilità. Noi per parte nostra non vediamo alcuna seria differenza tra l'antico ed il nuovo progetto di conferenza di cui si tratterebbe se dovesse credersi alla *France*. Il primo lasciava alle potenze la cura di sciogliere la questione romana; il secondo sottoporrebbe loro un progetto di scioglimento più o meno compiuto chiedendone la sanzione. Rimane sempre a sapersi quale interesse possano avere le potenze europee ad intervenire in una questione simile ed a sostituire la Francia nella falsa situazione in cui si è posta. L'opinione nostra è che in qualunque stato di causa, sarà difficilissimo di persuaderle ad assumere una responsabilità e degli impegni da cui possono benissimo dispensarsi.

PRUSSIA. — Da Berlino annunziano in via telegrafica:

Camera dei deputati. — La Camera nella sua seduta del 21 dicembre ha adottata la legge concernente il trasferimento di una parte del debito dei ducati dell'Elba alla Prussia conforme alla proposta della Commissione, e con un emendamento del signor Lascher che autorizza il governo a ricorrere contro il Lauemburgo per il pagamento degli interessi del debito lauemburghese.

Il signor de Bismark si pronunzia contrario alla gravezza che si vuole imporre al Lauemburgo.

La Camera adotta una risoluzione che fa dipendere dal compimento degli obblighi assunti dalla Danimarca il pagamento del debito dei ducati.

Viene proclamato l'aggiornamento della Camera.

— La *Gazzetta della Germania del Nord* si esprime come segue intorno alla dichiarazione relativa al Limburgo fatta il 23 novembre dal conte Zuylen in seno alla Camera olandese:

« La dichiarazione del conte Zuylen non è nè conforme alla maniera di vedere della Prussia nè esatta sui punti essenziali. È certamente inesatto che la Prussia abbia mai chiesto un compenso per l'uscita del Lussemburgo dalla Confederazione germanica.

« Qui si fu sempre benissimo disposti a tale uscita perchè non si vedeva alcun vantaggio per l'Olanda e si vedevano invece degli inconvenienti per l'Olanda a tenere questo piccolo paese nella Confederazione. Questa amichevole disposizione per gli Olandesi fu, a dir vero, alterata nell'estate del 1866, allorchè il rappresentante del Lussemborgo continuò a rimanere in Parlamento ed a partecipare alle sue risoluzioni illegali.

« L'effetto naturale di questo contegno ostile verso la Prussia fu che qui se ne provò un certo risentimento. Del resto non pare che siasi tentato nulla da parte dell'Olanda per farlo dimenticare.

« In ogni modo un simile desiderio non sarebbe compatibile colla maniera di procedere dell'Olanda nella questione del Lussemburgo che interessava così direttamente la Prussia a motivo della guarnigione, nè colla credulità che si dimostra riguardo ai sospetti lanciati contro la politica prussiana. »

AUSTRIA. — Da Vienna telegrafano all'*Havas*:

Vienna, 21 dicembre.

Camera dei Deputati. — Il ministro delle finanze ritira il progetto del Governo relativo alla vendita dei dominii dello Stato fino alla concorrenza di 15 milioni di fiorini a motivo delle difficoltà sollevate contro questo progetto dalla Commissione del bilancio.

Domani le due Camere si prorogheranno.

Il Ministero si ricostituisce lentamente.

Vienna, 22 dicembre.

Il presidente, dopo aver ringraziata la Camera, la invita a procedere alla elezione del presidente secondo la nuova costituzione.

Nel tempo che il presidente decano occupa il seggio, la Camera elegge alla quasi unanimità gli antichi membri dell'ufficio di presidenza.

L'ordine del giorno reca la discussione del progetto di legge inteso ad autorizzare il Governo a percepire le imposte fino al 1° aprile 1868. La Camera ha poscia proceduto alla elezione dei delegati.

Vienna, 22 dicembre.

Camera dei Signori. — La Camera dei Signori nella sua seduta del 22 ha approvata senza discussione ed all'unanimità il progetto di legge che autorizza il Governo a percepire le imposte fino all'aprile 1868 e poscia ha proceduto anche essa alla elezione dei delegati.

— La *Gazzetta ufficiale di Vienna* pubblica la legge costituzionale, le leggi fondamentali di Stato relative ai diritti civili e politici dei cittadini, al potere giudiziario, al potere esecutivo, al tribunale dell'Impero, e finalmente la legge sulle delegazioni. Tutte queste leggi sono state sancite dall'Imperatore e tutte entrarono in vigore nel giorno medesimo della loro promulgazione (22 dicembre).

— Secondo un dispaccio spedito da Vienna 22 alla *Stampa della Germania del Sud*, il Gabinetto austriaco sarebbe definitivamente costituito come segue:

Signori d'Auersperg, presidente del Consiglio; Giskra, interno; Herbst, guerra; Berger, giustizia; Hasner, istruzione pubblica; Brestel, finanze; Winterstein, commercio.

Il signor Berger non ha accettato che condizionatamente per motivo di salute.

Un altro telegramma da Vienna allo stesso giornale fa sapere che l'Inghilterra e la Francia hanno presentato a Belgrado delle osservazioni per gli armamenti che vi si fanno. L'Austia si associerebbe a questa pratica.

TURCHIA. — La linea di ferrovia da Scutari a Bassorah fu conceduta dalla Porta ad un consorzio di capitalisti inglesi ed austriaci, rappresentato dal capitano Stewart. La concessione è fatta provvisoriamente per due anni; la guarentigia è del 5 per 0/0 sopra 15,000 lire sterline per miglio, ovvero sopra un capitale complessivo di 32,000,000 di lire sterline. A sicurezza di ciò, il Governo offre l'1 per 0/0 del dazio di transito sulle merci, impegna l'introito del servizio telegrafico indiano e accorda alla Compagnia tutti i terreni necessarii, fuorchè nelle città. La Compagnia poi tenterà di indurre il Governo inglese a spedire per questa via totalmente o in parte la valigia delle Indie e di ottenere una parte della sovvenzione ora pagata alla Società peninsulare e orientale. Dicesi che, siccome verrà costruito un tronco da un passo del Tauro ad Alessandretta, i promotori della strada della valle dell'Eufrate abbandoneranno la loro impresa in favore di questo progetto più grandioso. (*Oss. triest.*)

Nella *Corrispondenza Russa* (*Bogdanoff*) in data di Pietroburgo, 29 novembre - 11 dicembre, si legge:

La notizia di una stretta alleanza tra la Francia e l'Austria allo scopo di guarentire l'integrità dell'Impero ottomano, è stata riprodotta da un gran numero di giornali dell'Occidente, e non solo in Alemagna, ma in Francia eziandio ed in Inghilterra. Noi crediamo che questa notizia abbia bisogno di controllo. L'integrità dell'Impero ottomano è guarentita da atti internazionali così precisi, che una convenzione speciale, anzichè rinvigorirla, la indebolirebbe, complicandone le cause interne di malcontento con una ingerenza straniera, che presenterebbe interessi non più europei, ma particolari. La Turchia ha in se stessa abbastanza elementi di dissoluzione, e quelli che la vogliono conservata non andran certo in ricerca di rimedii empirici che prima non siano approvati da un Consiglio europeo. Nell'agire secondo le proprie ispirazioni, essi incorrerebbero nell'accusa d'aver precipitato la crisi per raccoglierne più presto i frutti.

Fortunatamente le cose sono meno avanzate di quel che si asserisce con tanta persistenza. L'imperatore Francesco Giuseppe fu a Parigi nel momento in cui l'imperatore Napoleone si trovava sulle braccia la liquidazione della spedizione del Messico e le agitazioni della penisola italiana. Dalle mene del partito italiano di azione già si prevedeva a Parigi la probabilità di un secondo intervento a Roma, o per lo meno la necessità di rimettere all'Europa intera il regolamento della questione romana. L'intesa era facile col cancelliere imperiale; l'Austria si trovava essa medesima in una situazione difficile. Le sue ultime guerre erano state disgraziate, e la sua astensione riguardo alla nota delle quattro potenze l'aveva posta in una falsa posizione di faccia all'Europa continentale. Il signor di Beust, il quale, benchè non dimostri molta tenerezza pei cristiani d'Oriente, nè un biasimo energico pei loro oppressori, nutre ciò nondimeno i suoi progetti, voleva uscire dal suo isolamento. Ascoltò dunque le aperture della Francia e vi aderì; in ricambio egli reclamò l'appoggio del Governo francese per la sua politica turca.

Vi fu un trattato? Ammetteremo noi con tanti altri giornali che l'imperatore Napoleone, dopo aver segnato la dichiarazione per compiacere la Russia, abbia segnato un'altra convenzione coll'Austria per ottenerne l'alleanza? No, ciò non è possibile. Ma è a deplorare che il Governo francese abbia colle sue tergiversazioni dato motivo ad insinuazione siffatta. La questione d'Oriente è molto complessa e soggetta ad interpretazioni diverse e variabili; ma essa è così grave, così minacciosa fin anche, che deve essere trattata con grande spirito di conseguenza. La dichiarazione delle quattro potenze era conforme ai principii della politica napoleonica, come alle idee della civiltà e del progresso; sarebbe a deplorare, sarebbe dannoso per la pace d'Europa, se un atto separato l'avesse resa invalida.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Dal bollettino dei prezzi delle grasce vendute al mercato di Firenze del 13 dicembre corrente togliamo le seguenti cifre:

Grasce	L.
Grano gentile bianco da panizzare di 1ª qualità l'ettolitro	31 47
Id. id. id. 2ª id.	29 42
Id. di Chiana 1ª qualità l'ettolitro	30 10
Id. 2ª id.	28 73
Id. di Romagna 1ª id.	30 51
Id. 2ª id.	29 07
Germanello di Perugia 1ª qualità l'ettolitro	29 42
Id. id. 2ª id.	28 73
Grano duro di Perugia 1ª id.	31 47
Id. 2ª id.	30 78
Bologna rosso 1ª qualità il quintale	36 50
Id. 2ª id.	36 00
Ancona	36 00
Sicilia	» »
Ferrara rosso 1ª qualità id.	36 50
Id. 2ª id.	36 00
Tangarok duro per paste 1ª qual. l'ettolitro	37 63
Id. id. 2ª id.	35 03
Riso di Bologna 1ª qualità id.	51 83
Id. 2ª id.	47 12
Pane di 1ª qualità il chilogramma	00 59
Id. 2ª id. id.	00 53
Id. 3ª id. id.	00 50
Id. 4ª id. id.	00 47
Patate 1ª qualità per 100 chilog.	» »
Id. 2ª id. id.	» »
Farina di castagne 1ª qualità per 100 chilog.	32 40
Id. id. 2ª id. id.	27 49
Marroni 1ª qualità l'ettolitro	13 68
Id. 2ª id. id.	12 31
Vino vecchio rosso 1ª qualità l'ettolitro	87 75
Id. 2ª id. id.	81 17
Vino nuovo rosso 1ª id. id.	61 43
Id. 2ª id. id.	54 84
Id. 3ª id. id.	48 26
Id. 4ª id. id.	35 10
Vino bianco 1ª qualità l'ettolitro	65 81
Id. 2ª id. id.	61 43
Olio vecchio fatto a freddo 1ª qualità l'ettolitro	201 92
Id. 2ª id. id.	194 44
Id. andante id.	188 46
Id. difettoso id.	182 48
Olio nuovo 1ª qualità id.	179 48
Id. 2ª id. id.	176 49

— Come annunziammo, dice la *Nazione*, domenica mattina 22 corrente si adunarono i firmatari dello statuto per la formazione in Firenze di una Società di mutuo soccorso fra gli esercenti le arti belle iniziata dallo scultore Ulderigo Medici. La presidenza provvisoria dell'adunanza venne affidata al signor Medici, il quale, fatto conoscere che il numero di coloro che avevano aderito al progetto ascendeva già a 150, costatava esser legale il numero degl'intervenuti. Quindi incominciò una seria e regolare discussione dello statuto che governar deve la nuova Società, e che fu poi con lievi modificazioni all'unanimità approvato. Nella stessa adunanza si procedè all'elezione dei componenti l'ufficio direttivo e dei censori. Il resultato della votazione fu il seguente: *Presidente*, Medici Ulderigo; *Segretario*, Micheli Vincenzo; *Cassiere*, Conti Enrico; *Consiglieri effettivi*, Frullini Luigi, Della Nave Enrico, Fenzi cav. Sebastiano, Pezzati Pietro, Lalli Odoardo, Gelati Lorenzo, Rossi Egisto, Bazzanti prof. Niccolò; *Consiglieri supplenti*, Rimediotti Odoardo, Donzelli Enrico; *Censori*, Falcini cav. Mariano, Ca'derini Carlo Giuseppe, Roster Giacomo.

— Il giornale di Verona l'*Adige* annunzia che alle aste tenute presso quella Intendenza il 24 corrente per la vendita dei beni ecclesiastici furono aggiudicati altri 14 lotti per la somma di lire 125 mila con sensibili aumenti, e che i lotti finora aggiudicati superano la somma di lire 1,750,000.

— Lo stesso giornale ha lunghi ragguagli intorno all'inaugurazione di quella società operaia solennemente celebratasi il 22 corrente.

— Il *Giornale di Napoli* del 22 annunzia che i negozianti di corallo di Torre del Greco, che nei primi momenti dello infuriar dell'eruzione del Vesuvio avevano spedito a Napoli la più gran parte della loro mercanzia, ora hanno già cominciato a farla rientrare nei loro magazzini, essendo ogni pericolo di disastro affatto scomparso.

— Il 22 del corrente si è costituita a Venezia una società per l'edificazione di case per artieri ed operai.

— In un supplemento al *Giornale di Roma* del 21 corrente è riportata la notificazione di quel ministro delle finanze, in data del 18 pure corrente, relativa alla seguita estrazione, per essere rimborsati alla pari, dei certificati sul Tesoro, in capitale di scudi cento l'uno, corrispondenti a lire pontificie 537 50, emessi in virtù della sovrana determinazione pubblicata con l'editto della segreteria di Stato del 28 gennaio 1863, aprendosene il pagamento il giorno 7 gennaio prossimo.

— Il signor A. Ed. Chaignet, professore di letteratura antica alla facoltà delle lettere di Poitiers, è l'autore della memoria alla quale l'Accademia delle scienze morali e politiche di Francia ha testè accordato una medaglia di lire 1,500 nel concorso concernente la teoria delle idee di Platone.

— I giornali inglesi si preoccupano sempre maggiormente della crescente miseria di alcuni quartieri di Londra. Sembra essere soprattutto nella regione orientale che infierisce l'orribile flagello. Una idea si può farsene colle cifre seguenti, desolante statistica, edita dalla *Poplar Union*, dello stabilimento di soccorso agli indigenti, situato proprio nel cuore di questo squallore senza nome che riapparisce ogni anno cupo come la stagione delle nebbie.

Dal 1° al 7 dicembre il numero degli individui soccorsi nel solo distretto orientale è stato di 7,885. La settimana prima esso si era elevato a 9,000 e secondo i calcoli più tristamente esatti, in gennaio e febbraio 1868 esso non sommerà a meno che 17 o 18 mila per ciascuna settimana. Bethnal-green, Saint-George's-in-the-East, Shoreditch, Hackney, Mile-End, Stepney e White Chapel tutte località dove formicolano gli operai senza lavoro ad onta dell'enorme movimento commerciale di Londra, vedono raddoppiarsi e triplicarsi nel loro seno la spaventosa piaga del pauperismo. È il *Globe*, uno dei più autorevoli giornali della capitale che lo constata.

— Il principe Giorgio di Prussia, nipote del re Federigo Guglielmo, coltiva efficacemente le lettere. Sua Altezza ha fatto rappresentare testè a Berlino una tragedia l'*Elettra*, che è stata molto applaudita. In questo momento sta per finire una tragedia *Fedra*, e darà alle scene un dramma *La Marchesa di Brinvilliers*. (*Nord*)

— Si legge nella *Imperial Rewiew* che non è probabile che il teatro di S. M. sia rifabbricato. È noto che da qualche tempo il Governo desiderava possedere il terreno per costruire un ufficio di posta per lo West End, e si comprende che profitterà della circostanza attuale per mettere ad esecuzione il suo progetto.

— Senaffe, ov'è giunta la 1ª brigata della spedizione inglese nell'Abissinia, è assai avanti nell'interno, a poca distanza dalle sorgenti di un corso di acqua che si suppone sia lo stesso che il Gach che passa vicino a Kassala, sul territorio del Soudan egiziano.

Da quel primo punto dell'altopiano abissino, ora gl'Inglesi dovranno passare al secondo, dietro al quale si trova Setif, affluente dell'Atbara, corso di acqua importante che si getta nel Nilo sotto Kartum e sotto il Bahr-el-Azrek (fiume Azzurro). Il corso del Setif e dell'Atbara sono conosciuti solo in parte. L'ultima volta furono studiati nel 1865 dal dott. Giorgio Schweinfurt. Il signor Bisson tentò non ha guari di fondare vicino a Gach una colonia francese. (*Liberté*)

— Generalmente non si sa in Europa che agli Stati Uniti ci sono *delle impiegate* in molte amministrazioni pubbliche, e nei vari dipartimenti ministeriali a Washington ve ne sono molte. Il fatto diverrà più noto dopo il matrimonio del signor Enrico Van Hacre segretario della legazione belga agli Stati Uniti con la signorina Webb *commessa* al dipartimento del Tesoro sotto il signor Mac Culloch, a Washington. (*Id.*)

— La regina Vittoria ha mandato al Sultano le insegne in brillanti dell'Ordine della Giarrettiera. (*France*)

— I tribunali francesi dovranno giudicare un processo importante e curioso. Il generale Dix, in nome degli Stati Uniti, intenta un'azione ai signori Erlanger, banchiere, Arman, deputato e armatore, Voruz, presidente della Camera di commercio di Nantes per la restituzione di sei milioni di dollari, somma che quei signori avrebbero ricevuta dagli Stati confederati del Sud, per la costruzione di varie navi che non essendo state consegnate, sono state vendute alla Prussia e ad altri Stati. Il Gabinetto di Washington pretende che i ribelli non avevano il diritto di disporre dei danari pubblici, circostanza che quelli che hanno trattato con essi dovevano sapere. Di più gli Stati Uniti reclamano due milioni di dollari per spese di armamento necessarie all'invio di navi da guerra sulle coste della Francia per impedire a quelle navi di prendere il mare. (*Patrie*)

— L'*International* di Londra racconta alcuni fatti relativi alla esplosione di Clerkenwell:

Adesso sono stati tolti tutti gli avanzi che ingombravano le vicinanze della prigione di Clerkenwell; in Corporation Lane è stato necessario mettere degli stili per sostenere le case che minacciavano di sfondarsi ogni momento, molti muri sono stati demoliti per impedire delle nuove calamità. I mobili tolti dalle ruine, tranne poche eccezioni, non sono buoni a nulla fuorchè a bruciarli. Si afferma che le riparazioni che si fanno al muro della prigione saranno terminate probabilmente verso la fine della settimana prossima.

Un ufficiale della casa di detenzione di Clerkenwell ha dichiarato che il direttore capitano Cove era stato avvisato che sarebbe stato fatto un assalto sulla fabbrica affidata alla sua custodia, e in conseguenza aveva prese tutte le misure necessarie per difendere la vita de' suoi prigionieri.

Venerdì mattina quando un guardiano venne ad avvisare Burke di prepararsi alla passeggiata questi rispose:

« — Come, mi fanno uscire prima dell'ora consueta? »

La guardia non gli rispose e lo condusse nel suo praticello. Il prigioniero pareva tormentato per quel cambiamento; arrotava i denti, chiudeva i pugni e di tempo in tempo lanciava uno sguardo furtivo verso la casa n° 7 in Corporation Lane, ove si vedeva in una camera del primo piano due uomini ed una donna che parlavano con molto calore; e indicarono, più di una volta, il prigioniero.

La guardia attrasse da quella parte l'attenzione del direttore, e dopo l'ora della passeggiata Burke fu incarcerato in tre celle differenti invece di essere condotto in quella ove era prima per indurre in inganno i suoi complici.

Verso le tre il governatore adunò gl'impiegati della prigione e dette loro le sue istruzioni, per impedire qualunque attacco che potesse esser diretto contro la carcere.

Tutti gl'impiegati furono mandati nel piano superiore armati di revolver, d'una carabina e di venti cartuccie. Dalla posizione che occupavano era facile sorvegliare le vicinanze della prigione e tutte le case circonvicine. Erano là appena da pochi minuti quando uno di loro chiamato Crawley, vide un uomo in una casa alta che esaminava il recinto ove soleva passeggiare Burke e lo disse al direttore. Dopo venti minuti videro tre uomini ed una donna nello stesso luogo che parlavano con grande veemenza, gestivano e guardavano il punto ove pochi minuti dopo doveva avvenire l'esplosione.

Le finestre della prigione andarono in pezzi, le carabine che avevano le guardie, per la forza della esplosione caddero loro di mano. I prigionieri facevano nelle celle uno strepito spaventevole, battevano agli usci, e chiedevano soccorso. L'ordine fu ristabilito con molta difficoltà. Dopo l'esplosione il direttore e sei guardie andarono a sorvegliare la breccia del muro della prigione, aspettando l'arrivo della polizia. La folla voleva penetrare nell'interno, ma fu tenuta in rispetto dalle carabine rivolte contro di lei. Si assicura che il colonnello Burke e Casey dovevano essere avvertiti del momento della esplosione con una piccola palla bianca che doveva esser lanciata nel recinto. E sembra vero ciò perchè frugando tra gli avanzi e le macerie sono state trovate due piccole palle bianche, e un bambina ha detto che vide qualcuno lanciare un oggetto bianco, qualche tempo prima della esplosione.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 24.

Chiusura della Borsa di Parigi.

	23	24
Rendita francese 3 %	68 67	68 65
Id. italiana 5 % in cont.	45 25	45 20
Id. id. fine mese	45 30	45 20
Valori diversi.		
Azioni del Cred. mobil. francese	167	167
Ferrovie austriache	506	505
Prestito austriaco 1865	325	324
Ferrovie lombardo-venete	348	348
Id. romane	51	50
Obbligazioni str. ferr. romane	95	94
Ferrovie *Vittorio Emanuele*	42	40

Londra, 24.

Consolidati inglesi	92 3/4	92 5/8

Parigi, 24.

Corpo legislativo. — Fu preso in considerazione l'emendamento di Tillancout, il quale reca che ogni persona valida, di qualsiasi statura, sarà sottoposta al servizio militare.

Pietroburgo, 24.

Un ukase ordina che le amnistie del 28 ottobre 1866 e del 17 maggio 1867, concedute a favore dei polacchi, non siano estese ai rifugiati polacchi che si trovano ancora all'estero.

Berlino, 24.

Il *Monitore prussiano*, parlando sull'incidente di Kervéguen al Corpo legislativo francese, smentisce formalmente come affatto prive di fondamento le accuse di corruzione, mediante denaro prussiano, lanciate contro parecchi giornali francesi.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze

Nel giorno 25 dicembre 1867.

	ORE 9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 762 3	mm 761,8	mm 762 0
Termometro centigrado	1,0	7,0	0,5
Umidità relativa	55 0	34 0	41,0
Stato del cielo	sereno	sereno	sereno
Vento direzione / forza	N debole	N quasi for.	N debole

Temperatura massima . . . . + 7,5
Temperatura minima . . . . — 5,0
Minima nella notte del 26 dicembre — 4,5

TEATRI

SPETTACOLI D'OGGI.

TEATRO PAGLIANO, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Verdi: *Violetta*.

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia di A. Morelli rappresenta: *La vita color di rosa*.

TEATRO NUOVO, ore 8 — La drammatica Compagnia di Amilcare Bellotti rappresenta: *Prosa*.

TEATRO ALFIERI, ore 8 — La drammatica Compagnia diretta da A. Monti rappresenta: *La Signora Lovelace*.

I signori, ai quali scade l'associazione col giorno 31 dicembre 1867 e che intendono rinnovarla, sono pregati a farlo sollecitamente, a scanso di ritardo od interruzione nella spedizione del giornale.

Raccomandasi di unire la *fascia* alle domande d'abbonamento ed alle lettere di reclamo.

Pei prezzi d'*associazione* veggasi in capo al giornale.

Qualsiasi *invio*, o *reclamo* che risguardi l'*associazione* o la *spedizione* del giornale, i *vaglia postali*, le domande d'*inserzioni* od *annunzi* debbono essere indirizzati ESCLUSIVAMENTE alla

AMMINISTRAZIONE della GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

(Via del Castellaccio, FIRENZE).

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (Firenze, 26 dicembre 1867)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	NOMINALE	PREZZI FATTI
Rendita italiana 5 0/0	god. 1 luglio 1867		51 05	51 »	51 05	51 »	» »	
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0 lib.	1 ottob. 1867		68 »	67 80	» »	» »	» »	67 85 cont.
Id. 3 0/0	»		34 »	33 95	» »	» »	» »	
Imprestito Ferriere 5 0/0	» 1 genn. 1867	840	» »	» »	» »	» »	» »	
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10	»	840	» »	» »	» »	» »	» »	
Azioni della Banca Naz. Toscana	» ex coupon	1000	» »	» »	» »	» »	1430	
Dette Banca Nazionale nel Regno d'Italia	»	1000	» »	» »	» »	» »	1600	
Cassa di sconto Toscana in sott.	»	250	» »	» »	» »	» »	» »	
Banca di Credito italiano	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Azioni del Credito Mobil. ital.	»		» »	» »	» »	» »	» »	
Obbligazioni Tabacco 5 0/0	»	1180	» »	» »	» »	» »	» »	
Azioni delle SS. FF. Romane	» 1 luglio 1866	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane)	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Obblig. 5 0/0 delle suddette	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Obblig. 3 0/0 delle SS. FF. Rom.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Azioni delle ant. SS. FF. Livor.	»	420	» »	» »	» »	» »	» »	
Dette (dedotto il supplemento)	» 1 genn. 1867	420	» »	» »	» »	» »	» »	
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD	» 1 luglio 1867	500	» »	» »	» »	» »	162 »	
Dette	» 1 marzo 1867	420	» »	» »	» »	» »	» »	
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar.	» 1 genn. 1867	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Dette (dedotto il supplemento)	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Azioni SS. FF. Meridionali	» 1 luglio 1867	500	» »	» »	» »	» »	198 »	
Obblig. 3 0/0 delle dette	» 1 ottob. 1867	500	» »	» »	» »	» »	120 »	
Obblig. dem. 5 0/0 in ser. comp.	»	505	403 »	402 75	» »	» »	» »	
Dette in serie di 1 e 2	»	505	405 »	404 »	» »	» »	» »	
Dette in serie non comp.	»	505	402 »	400 »	» »	» »	» »	
Imprestito comunale 5 0/0 obbl.	» 2ª emissione	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Detto in sottoscrizione	» 1 genn. 1867	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Detto liberato	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Imprestito comunale di Napoli	» 1 genn. 1867	500	» »	» »	» »	» »	» »	
Detto di Siena	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	
5 0/0 italiano in piccoli pezzi	» 1 luglio 1867		» »	» »	» »	» »	51 75	
3 0/0 idem	» 1 ottob. 1867		» »	» »	» »	» »	35 »	

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra	30		
dto.	30			Trieste	30			dto.	90	28 22	28 18
dto.	60			dto.	90			Parigi	30		
Roma	30			Vienna	30			dto.	90	112 3/8	112 1/4
Bologna	30			dto.	90			Lione	90	—	—
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90	—	—
Napoli	30			dto.	90			Marsiglia	90	—	—
Milano	30			Francoforte	30			Napoleoni d'oro		22 52	22 50
Genova	30			Amsterdam	90						
Torino	30			Amburgo	90			*Sconto Banca* 5 0/0			

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti del 5 0/0 51 per contanti e fine corr.

Il sindaco: A. MORTERA.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

TABELLA DELLE MERCURIALI, NUMERO 48.

Prezzi degli infradescritti prodotti agrari venduti dal 25 al 30 del mese di novembre 1867 nei seguenti mercati.

MERCATI	Frumento (per ettolitro) Tenero Mass.	Frumento Tenero Min.	Frumento Duro Mass.	Frumento Duro Min.	Granturco (per ettolitro) Mass.	Granturco Min.	Segale (per ettolitro) Mass.	Segale Min.	Avena (per ettolitro) Mass.	Avena Min.	Riso (per ettolitro) Nostrano Mass.	Riso Nostrano Min.	Riso Bertone Mass.	Riso Bertone Min.	Orzo (per ettolitro) Mass.	Orzo Min.	Vino (per ettolitro) Mass.	Vino Min.	Olio d'oliva (per ettolitro) 1ª Qualità Mass.	Olio 1ª Qualità Min.	Olio 2ª Qualità Mass.	Olio 2ª Qualità Min.	Legna (per miriagramma) Forte Mass.	Legna Forte Min.	Legna Dolce Mass.	Legna Dolce Min.	Fieno (per miriagr.) Mass.	Fieno Min.	Paglia (per miriagr.) Mass.	Paglia Min.	Pane (per chilogramma) 1ª Qualità Mass.	Pane 1ª Qualità Min.	Pane 2ª Qualità Mas.	Pane 2ª Qualità Min.
	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.	L. C.
Alessandria	26 »	24 50	»	»	17 »	16 25	»	»	»	»	37 50	32 50	30 »	30 »	»	»	44 »	44 »	225 »	225 »	162 »	162 »	» 33	» 33	» 31	» 31	» 90	» 90	» 30	» 30	» 49	» 49	» 42	» 42
Asti	28 »	26 45	26 45	26 45	17 35	16 »	15 60	15 60	9 55	9 55	34 35	34 35	»	»	»	»	50 »	40 »	»	»	»	»	» 37	» 20	» 16	» 12	» 92	» 70	» 65	» 55	» 51	» 51	» 41	» 41
Casale																																		
Tortona	27 14	26 08	»	»	15 72	15 36	»	»	»	»	30 25	30 25	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 48	» 48	» 45	» 45
Ancona	24 »	23 50	»	»	13 50	13 »	»	»	9 »	8 70	54 »	53 »	46 »	45 »	»	»	45 »	40 »	200 »	180 »	150 »	130 »	» 30	» 27	» 30	» 27	» 75	» 70	» 40	» 37	» 66	» 66	» 60	» 55
Jesi																																		
Arezzo	26 40	25 35	27 75	25 35	12 90	12 35	»	»	12 35	12 35	53 »	51 50	44 »	43 »	»	»	40 »	36 »	181 »	181 »	177 »	177 »	» 25	» 22	» 25	» 22	» 58	» 50	» 30	» 27	» 36	» 36	» 33	» 30
Anghiari	25 01	20 91	»	»	12 91	12 50	»	»	6 56	6 56	52 80	48 »	»	»	12 71	12 71	26 05	21 57	191 »	191 »	189 »	180 »	»	»	»	»	» 75	» 60	» 30	» 30	» 39	» 39	» 36	» 36
Ascoli																																		
Avellino	25 98	25 40	29 83	29 26	18 36	17 59	19 12	19 12	9 56	9 18	46 20	45 50	»	»	12 42	12 24	17 53	13 64	170 »	170 »	136 »	136 »	» 22	» 21	» 24	» 22	» 38	» 35	» 21	» 20	» 38	» 38	» 33	» 30
Benevento																																		
Bergamo	23 35	23 35	»	»	14 56	13 32	»	»	9 10	7 50	26 50	25 »	29 »	27 »	12 »	9 »	50 »	25 »	200 »	160 »	158 »	145 »	» 30	» 25	» 20	» 15	» 72	» 64	» 36	» 32	» 50	» 48	» 46	» 44
Treviglio	24 53	23 50	»	»	13 10	11 50	»	»	7 50	6 40	25 66	23 30	23 50	21 »	12 »	11 »	48 »	38 »	»	»	»	»	» 38	» 30	» 23	» 20	» 72	» 60	» 36	» 32	» 42	» 42	» 34	» 34
Bologna																																		
Imola	23 63	22 95	»	»	13 07	13 07	»	»	9 30	9 30	44 »	44 »	40 »	40 »	»	»	»	»	»	»	»	»	» 17	» 17	»	»	» 49	» 49	» 24	» 24	» 52	» 52	» 37	» 37
S. Giovanni in Persiceto	25 »	24 »	27 »	25 50	15 »	14 »	»	»	7 60	7 »	49 »	39 »	48 »	38 »	12 40	12 »	50 »	25 »	194 44	194 44	166 66	166 66	»	»	»	»	» 50	» 42	» 25	» 20	» 37	» 37	» 37	» 37
Belluno	25 20	24 90	»	»	14 50	13 17	13 35	12 75	»	»	39 26	38 »	»	»	9 81	9 50	44 »	40 »	231 »	227 »	192 »	188 »	» 20	» 18	» 18	» 16	»	»	»	»	» 49	» 49	» 45	» 45
Feltre																																		
Brescia	28 17	22 33	»	»	14 66	13 »	15 »	14 »	8 50	7 50	35 50	32 »	32 »	32 »	15 »	14 »	36 »	26 »	190 »	190 »	170 »	170 »	» 31	» 26	» 28	» 20	» 52	» 50	» 31	» 30	» 48	» 48	» 34	» 34
Chiari	25 14	23 42	»	»	13 85	13 14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 28	» 28	» 20	» 20	» 56	» 56	» 30	» 30	» 48	» 48	» 48	» 48
Verolanuova	24 44	23 15	»	»	14 50	12 66	»	»	»	»	31 23	26 67	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 48	» 48	» 48	» 48
Cagliari																																		
Oristano																																		
Caltanissetta																																		
Campobasso	24 50	22 95	25 93	25 63	18 »	17 20	»	»	9 56	9 56	»	»	»	»	12 24	12 24	50 »	45 »	160 »	160 »	148 »	148 »	» 20	» 20	» 25	» 25	» 60	» 60	» 40	» 40	» 37	» 37	» 30	» 30
Caserta	27 37	21 86	»	»	17 67	17 67	»	»	8 41	8 41	49 50	45 »	»	»	11 47	11 47	40 »	25 »	164 »	164 »	155 »	155 »	»	»	»	»	»	»	»	»	» 34	» 34	» 26	» 24
Calatabiano																																		
Palagonia																																		
Catanzaro																																		
Como																																		
Lecco	26 66	24 62	»	»	15 10	13 05	16 20	14 90	9 40	8 20	31 50	29 40	»	»	11 40	10 30	54 »	30 »	210 »	210 »	180 »	150 »	» 35	» 30	» 30	» 28	» 44	» 42	» 40	» 36	» 44	» 44	» 42	» 42
Merate	25 90	24 50	24 50	23 80	13 60	12 90	15 »	14 30	9 80	9 10	32 20	30 80	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 80	» 70	» 50	» 40	» 42	» 42	» 28	» 28
Varese																																		
Cosenza	22 03	20 80	»	»	15 30	15 30	19 12	19 12	6 12	6 12	»	»	»	»	9 79	9 79	65 »	47 »	185 »	185 »	185 »	185 »	»	»	»	»	»	»	»	»	» 34	» 32	» 25	» 22
Cremona																																		
Crema	24 50	23 70	»	»	13 »	12 »	15 »	14 »	8 80	8 80	27 30	26 60	»	»	»	»	38 20	30 36	215 60	215 60	176 »	176 »	» 30	» 30	» 31	» 31	» 76	» 64	» 36	» 30	» 44	» 44	» 44	» 44
Cuneo	27 75	26 »	»	»	17 25	15 25	15 25	14 25	8 75	8 25	36 50	32 50	»	»	»	»	52 »	40 »	243 »	243 »	220 »	220 »	» 29	» 27	» 24	» 22	» 75	» 65	» 40	» 35	» 48	» 45	40	» 29
Alba	26 95	25 70	»	»	18 25	17 50	»	»	»	»	34 50	33 75	»	»	»	»	43 10	30 70	241 50	237 90	223 15	203 85	» 30	» 25	» 23	» 20	» 70	» 65	» 40	» 35	» 61	» 61	» 50	» 40
Mondovì	26 30	25 43	»	»	17 39	17 39	16 30	16 30	8 04	8 04	34 78	34 78	»	»	»	»	50 »	30 »	»	»	»	»	»	»	»	»	» 65	» 65	» 30	» 30	» 51	» 51	» 43	» 43
Saluzzo	»	»	»	»	17 78	17 31	16 26	16 26	9 54	9 54	34 69	34 69	»	»	17 34	17 34	»	»	»	»	»	»	» 30	» 30	» 25	» 25	» 70	» 70	» 35	» 30	» 54	» 51	» 46	» 36
Savigliano	27 76	26 90	»	»	17 35	16 24	16 67	16 67	»	»	37 32	34 70	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 30	» 25	» 25	» 20	» 70	» 65	» 37	» 32	» 54	» 51	» 46	» 35
Ferrara																																		
Cento	25 92	23 33	»	»	14 »	13 »	»	»	8 »	7 »	36 »	36 »	»	»	9 »	9 »	31 50	31 50	170 »	170 »	130 »	130 »	» 24	» 24	» 16	» 16	»	»	»	»	» 48	» 48	» 48	» 48
Firenze	30 10	26 »	31 47	30 10	15 05	14 02	»	»	11 22	9 16	48 30	42 41	»	»	»	»	61 43	32 91	200 42	194 44	189 96	185 47	» 31	» 29	» 27	» 26	» 96	» 74	» 33	» 25	» 59	» 50	» 47	» 44
Empoli	30 »	27 50	»	»	15 70	15 30	»	»	8 70	8 »	»	»	»	»	13 70	13 70	»	»	182 »	182 »	178 50	178 50	»	»	»	»	»	»	»	»	» 45	» 45	» 39	» 39
Foggia	27 41	27 10	27 03	24 89	15 99	15 99	»	»	»	»	48 90	48 90	57 05	57 05	»	»	42 »	37 »	»	»	»	»	» 28	» 28	» 17	» 17	»	»	»	»	» 44	» 44	» 42	» 42
Forlì	24 32	23 54	»	»	11 94	11 77	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	50 »	25 »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 45	» 45	» 40	» 40
Cesena	22 43	20 19	»	»	11 57	10 85	»	»	7 23	7 23	»	»	»	»	»	»	30 »	20 »	165 23	165 23	152 01	152 01	» 18	» 16	» 18	» 16	» 51	» 51	» 30	» 30	» 42	» 42	» 34	» 34
Morciano di Romagna	20 »	19 »	»	»	13 »	12 80																												
Genova	33 50	28 »	37 »	27 »	19 »	18 »	16 »	16 »	»	»	37 26	36 45	35 64	35 23	16 20	9 50	38 »	28 »	230 »	180 »	170 »	165 »	» 45	» 40	»	»	1 10	1 »	» 70	» 60	» 60	» 54	» 45	» 40
Alassio	33 50	29 »	36 »	33 »	20 »	20 »	14 »	14 »	11 »	11 »	32 »	30 »	28 »	27 »	14 »	14 »	50 »	35 »	240 »	230 »	165 »	150 »	» 20	» 20	» 16	» 16	1 »	1 »	» 80	» 80	»	»	»	»
Savona	34 »	28 »	37 »	29 »	19 »	17 »	»	»	»	»	48 »	46 »	42 »	41 »	»	»	40 »	32 »	238 »	228 »	208 »	192 »	» 20	» 18	» 18	» 16	» 58	» 50	» 32	» 30	» 50	» 50	» 46	» 44
Girgenti																																		
Lecce																																		
Livorno	29 95	27 62	34 38	32 25	16 69	16 69	20 72	20 72	9 48	9 20	52 »	41 »	41 »	41 »	16 11	16 11	44 »	33 »	»	»	»	»	»	»	»	»	» 80	» 70	» 40	» 35	» 51	» 51	» 45	» 45
Portoferraio																																		
Macerata																																		
Sanseverino																																		
Gonzaga	25 »	24 »	»	»	15 »	14 »	»	»	8 50	7 50	45 »	41 »	»	»	»	»	40 »	20 »	255 »	255 »	225 »	225 »	» 12	» 12	» 15	» 15	» 50	» 38	» 24	» 17	» 48	» 48	» 43	» 43
Ostiglia	25 »	24 50	»	»	15 »	14 50	»	»	8 »	8 »	38 »	37 »	»	»	»	»	»	»	175 »	165 »	150 »	140 »	» 18	» 14	» 15	» 12	»	»	»	»	» 44	» 44	» 41	» 41
Massa																																		
Fivizzano																																		
Messina																																		
Milano																																		
Gallarate																																		
Lodi	27 36	25 30	»	»	14 36	12 99	16 75	14 86	7 19	6 59	28 04	25 99	25 99	23 94	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 84	» 70	» 42	» 28	» 52	» 50	» 42	» 40
Melegnano																																		
Saronno	22 80	21 88	24 16	23 25	14 59	13 68	15 95	15 50	10 48	10 03	31 »	30 55	29 18	28 72	»	»	»	»	»	»	»	»	» 32	» 30	» 22	» 20	» 87	» 78	» 32	» 30	» 42	» 42	» 42	» 42
Modena	26 08	24 50	26 87	25 29	14 02	13 62	»	»	9 48	8 69	34 12	33 20	33 20	32 23	13 43	12 64	41 25	36 83	205 20	198 »	157 50	148 50	» 23	» 22	» 22	» 21	» 60	» 55	» 30	» 25	» 48	» 48	» 44	» 39
Carpi	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	32 52	24 49	»	»	»	»	»	»	»	»	» 82	» 65	»	»	» 42	» 42	» 39	» 39
Mirandola	26 09	23 70	»	»	14 03	13 44	»	»	»	»	36 »	34 »	»	»	»	»	24 »	18 »	232 »	220 »	184 »	175 »	» 28	» 28	» 22	» 22	»	»	»	»	» 50	» 50	» 47	» 44
Pavullo	23 20	23 »	»	»	15 »	14 80	»	»	»	»	40 »	38 »	»	»	»	»	30 »	28 »	210 »	200 »	190 »	185 »	» 17	» 16	» 14	» 13	»	»	»	»	» 33	» 32	» 30	» 29
Napoli	33 66	30 97	36 72	32 89	19 12	18 36	»	»	10 71	9 94	45 90	42 07	»	»	11 47	11 47	46 75	29 22	205 05	200 27	176 43	174 05	» 23	» 23	» 26	» 26	» 76	» 71	» 43	» 33	» 45	» 45	» 38	» 33
Castellammare	18 50	16 50	19 50	17 »	12 »	12 »	14 »	13 »	10 »	9 »	32 »	30 »	36 »	33 »	9 50	8 90	38 »	28 »	150 »	150 »	140 »	135 »	» 30	» 25	» 25	» 20	» 85	» 80	» 40	» 35	» 37	» 37	» 35	» 32
Novara	24 90	24 50	»	»	15 80	14 50	16 60	15 40	»	»	30 05	27 70	25 30	25 30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 66	» 56	»	»	» 47	» 47	» 29	» 29
Arona	25 50	24 50	»	»	16 50	15 65	17 25	16 25	»	»	32 »	31 25	»	»	»	»	40 »	26 »	»	»	»	»	» 27	» 22	» 22	» 18	» 77	» 67	» 30	» 26	» 47	» 47	» 45	» 45
Pallanza																																		
Vercelli																																		
Padova	22 42	21 27	»	»	14 66	12 36	11 50	11 50	8 05	7 40	40 54	36 22	36 22	31 91	12 07	12 07	57 52	25 25	»	»	»	»	» 33	» 28	» 27	» 19	» 61	» 54	» 28	» 22	» 56	» 56	» 48	» 48
Camposampiero	23 »	21 »	24 »	22 »	14 »	12 »	12 »	11 »	9 »	8 »	46 »	42 »	»	»	10 »	9 »	42 »	24 »	»	»	»	»	» 30	» 25	» 20	» 18	» 45	» 35	» 25	» 20	» 45	» 40	» 35	» 30
Cittadella	19 37	18 96	»	»	10 75	10 34	15 55	14 62	7 31	6 89	34 »	27 »	»	»	»	»	38 »	25 »	»	»	»	»	» 25	» 24	» 23	» 22	» 56	» 40	» 30	» 30	» 43	» 40	» 36	» 32
Conselve	21 33	19 87	»	»	13 66	12 42	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	34 60	20 78	250 »	250 »	175 »	175 »	» 33	» 33	» 26	» 26	» 62	» 62	» 41	» 41	»	»	»	»
Este	18 15	17 50	»	»	13 70	12 85	»	»	7 80	7 50	33 60	33 »	»	»	»	»	24 »	15 »	181 »	179 »	170 »	165 »	» 20	» 17	» 19	» 15	» 41	» 35	» 18	» 12	» 38	» 35	» 31	» 26
Pieve																																		
Palermo																																		
Corleone																																		
Parma	26 50	25 »	»	»	14 25	13 10	»	»	8 »	8 »	45 »	39 »	41 »	37 »	»	»	44 »	25 »	229 90	210 20	170 70	164 60	» 26	» 24	» 25	» 22	» 67	» 67	» 20	» 20	» 42	» 42	» 30	» 30
S. Secondo	24 45	23 38	»	»	12 33	12 12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 39	» 36	» 30	» 27
Pavia																																		
Mortara	27 08	25 »	»	»	15 83	15 »	16 16	15 83	7 91	7 71	29 36	27 92	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vigevano	27 50	26 67	»	»	15 84	15 »	16 67	15 84	9 17	8 75	29 17	28 31	»	»	»	»	»	»	265 »	265 »	230 »	185 »	» 27	» 26	» 23	» 22	» 70	» 70	» 34	» 34	» 46	» 46	» 44	» 26
Voghera	27 13	25 35	25 70	25 »	15 35	14 47	»	»	8 55	7 85	34 38	32 50	»	»	»	»	50 »	32 »	300 »	250 »	180 »	160 »	» 30	» 26	» 20	» 18	» 86	» 70	» 27	» 25	» 49	» 49	» 43	» 43
Perugia																																		
Foligno	22 94	22 33	24 15	22 94	12 07	11 58	»	»	9 07	9 07	41 06	41 06	»	»	13 66	13 66	34 09	29 22	156 30	156 30	153 20	153 20	» 24	» 24	»	»	» 60	» 60	» 19	» 19	» 35	» 35	» 32	» 32
Rieti	22 30	21 »	»	»	12 55	12 21	»	»	9 75	9 75	52 »	52 »	»	»	11 51	11 51	50 »	40 »	180 »	180 »	180 »	180 »	» 16	» 16	»	»	1 75	1 75	» 17	» 17	» 45	» 45	» 37	» 30
Terni	25 »	23 75	»	»	13 75	13 75	»	»	»	»	39 27	39 27	42 96	42 96	»	»	50 »	30 »	148 35	148 35	131 95	131 95	»	»	» 16	» 16	» 80	» 80	» 45	» 45	» 50	» 50	» 36	» 36
Pesaro	21 81	21 81	»	»	12 48	12 48	»	»	»	»	46 »	46 »	»	»	»	»	30 »	25 »	126 »	126 »	120 »	120 »	» 19	» 19	»	»	» 73	» 73	» 32	» 32	» 39	» 39	» 35	» 35
Pergola	21 73	21 23	»	»	13 18	12 82	»	»	»	»	45 60	41 04	»	»	11 45	10 68	31 40	25 40	175 »	162 »	150 »	137 »	» 19	» 17	» 18	» 14	» 60	» 50	» 30	» 30	» 38	» 33	» 34	» 34
Piacenza																																		
Caorso																																		
Pisa	28 50	28 »	27 25	27 »	15 »	14 50	»	»	9 »	8 75	»	»	»	»	14 25	14 »	32 76	32 76	179 »	179 »	175 »	170 »	» 28	» 28	» 25	» 25	» 67	» 67	» 27	» 27	» 42	» 42	» 33	» 33
Porto Maurizio	34 50	33 50	35 50	34 50	19 90	19 80	»	»	»	»	32 65	32 60	26 50	26 50	»	»	30 50	24 »	245 »	240 »	155 »	155 »	» 18	» 18	» 16	» 16	1 25	1 25	» 70	» 65	» 48	» 48	» 42	» 42
Potenza	21 25	20 50	19 50	18 99	11 90	11 90	»	»	6 02	6 02	»	»	»	»	8 69	8 69	30 »	25 »	180 »	180 »	127 »	127 »	» 17	» 17	»	»	» 81	» 81	» 27	» 27	» 40	» 40	» 25	» 25
Ravenna	21 68	21 28	22 50	22 28	13 05	12 77	9 55	9 39	6 14	5 92	29 35	29 01	»	»	7 91	7 39	29 76	11 15	186 »	180 »	170 »	165 »	» 12	» 11	» 12	» 11	» 45	» 41	» 22	» 20	» 43	» 43	» 36	» 36
Faenza	22 84	21 60	»	»	11 80	11 13	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 58	» 54	» 50	» 40
Lugo	23 75	23 42	»	»	13 17	12 87	17 86	17 27	6 44	5 85	38 36	31 98	»	»	10 83	10 25	21 20	15 54	235 60	235 60	194 »	191 »	» 28	» 26	» 25	» 24	» 53	» 48	» 25	» 22	» 43	» 43	» 34	» 34
Reggio (Calabria)																																		
Reggio (Emilia)	25 »	24 »	27 »	26 »	14 50	13 50	»	»	8 60	8 »	35 »	34 50	33 »	32 »	10 50	10 »	34 »	32 »	200 »	196 »	190 »	186 »	» 28	» 26	» 26	» 24	» 85	» 80	» 26	» 24	» 43	» 43	» 37	» 37
Guastalla	24 44	24 44	»	»	13 09	13 09	»	»	6 98	6 98	42 »	42 »	34 90	34 90	»	»	45 »	30 »	205 »	200 »	185 »	180 »	» 32	» 32	» 28	» 28	» 80	» 80	» 25	» 25	» 45	» 45	» 40	» 40
Rovigo																																		
Sassari																																		
Siena	27 16	23 50	37 73	34 10	13 63	13 05	15 »	14 75	9 55	8 97	49 93	41 78	»	»	13 62	13 10	40 60	29 30	172 70	172 70	147 99	147 99	» 16	» 14	»	»	» 85	» 70	» 35	» 31	» 48	» 40	» 36	» 35
Montepulciano	24 72	22 98	»	»	12 35	12 35	»	»	»	»	56 52	42 39	»	»	»	»	44 02	22 01	166 51	166 51	162 97	162 97	»	»	»	»	» 83	» 83	» 41	» 41	» 39	» 39	» 30	» 30
Sondrio																																		
Teramo	19 91	19 14	22 46	21 69	»	»	»	»	»	»	42 50	42 50	»	»	»	»	48 27	27 59	115 46	115 46	80 83	80 83	» 28	» 28	» 16	» 16	1 23	1 23	» 89	» 89	» 34	» 34	» 26	» 26
Torino	29 30	25 50	»	»	18 »	15 60	17 50	15 30	10 50	9 50	32 50	29 »	»	»	17 »	14 50	60 »	36 »	356 »	249 »	247 »	238 »	» 41	» 37	» 39	» 36	» 75	» 70	» 40	» 35	» 51	» 45	» 44	» 38
Carmagnola																																		
Chivasso	27 54	26 24	»	»	17 35	15 62	16 70	16 27	9 33	8 89	31 88	28 63	27 11	24 07	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 65	» 60	» 35	» 30	» 51	» 48	» 43	» 32
Ivrea	25 89	25 79	»	»	15 91	15 81	16 78	16 68	8 98	8 88	30 20	30 10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 32	» 30	» 27	» 25	» 70	» 65	» 42	» 40	» 65	» 60	» 45	» 40
Pinerolo	27 83	26 52	»	»	17 83	16 96	17 40	16 31	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Susa																																		
Trapani	29 78	28 80	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14 10	13 80	70 »	45 »	240 »	220 »	215 »	210 »	»	»	»	»	»	»	»	»	» 56	» 50	» 56	» 45
Treviso																																		
Castelfranco																																		
Montebelluna	22 46	21 31	»	»	11 50	10 94	12 09	11 50	8 63	8 06	49 76	44 75	»	»	»	»	51 28	32 02	207 74	207 74	155 81	155 81	» 16	» 13	» 23	» 20	» 49	» 39	» 29	» 20	» 48	» 48	» 40	» 40
Motta																																		
Oderzo																																		
Vittorio																																		
Udine	21 55	20 54	»	»	11 14	10 46	12 30	12 15	8 58	8 35	46 03	36 18	»		»	»	46 70	35 25	215 23	182 10	165 62	165 62	» 33	» 32	» 22	» 22	» 37	» 29	» 34	» 28	» 45	» 45	» 38	» 38
Latisana																																		
Palmanova	22 83	21 90	»	»	10 3	9 87	14 90	14 12	7 14	6 »	34 52	29 18	»	»	13 90	13 30	46 67	41 37	235 16	235 16	174 19	174 19	» 29	» 28	» 17	» 16	» 36	» 30	» 25	» 20	» 41	» 41	» 36	» 36
Spilimbergo																																		
S. Daniele	21 42	20 61	»	»	11 42	9 65	11 74	11 25	11 26	11 09	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 36	» 36	» 30	» 30	» 40	» 40	» 40	» 40
Verona	22 40	19 37	»	»	14 47	12 68	»	»	»	»	36 96	33 47	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 20	» 20	»	»	» 70	» 58	» 29	» 26	» 52	» 52	» 49	» 49
Cologna																																		
Isola della Scala																																		
Soave	22 »	20 »	24 10	23 10	15 »	14 »	»	»	8 »	7 »	»	»	»	»	»	»	34 »	34 »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» 46	» 44	» 37	» 33
Valeggio																																		
Vicenza																																		
Bassano																																		
Lonigo	27 60	25 10	27 60	25 10	16 »	14 50	»	»	»	»	40 22	37 50	37 50	34 10	»	»	34 »	24 »	238 17	238 17	180 »	180 »	» 52	» 52	» 24	» 24	» 58	» 58	» 12	» 12	» 47	» 47	» 39	» 39
Schio	22 »	21 »	22 20	21 50	13 80	13 »	»	»	8 »	7 10	38 32	36 97	»	»	14 »	13 50	50 »	35 »	182 54	179 »	140 12	139 »	» 22	» 21	» 28	» 26	» 39	» 34	» 21	» 20	» 58	» 58	» 44	» 44

Firenze, 30 dicembre 1867.

Il Direttore capo della 1ª Divisione
BIAGIO CARANTI.

FRANCESCO BARBERIS, *gerente*.

Ministero della Marina

Avviso d'asta.

Sono a provvedersi alla R. marina nel 3° dipartimento marittimo (Venezia) metri cubi 300 di legname di quercia per ossatura, per la somma di L. 36,850.

Le condizioni d'appalto risultano dal relativo capitolato, che è visibile tutti i giorni presso il Ministero della marina, e presso i Commissariati generali dei tre dipartimenti marittimi.

Il deposito a farsi in garanzia del contratto è di lire 7,000.

L'impresa formerà un solo lotto e si procederà all'aggiudicamento nel modo seguente:

Tutti coloro che vorranno concorrere dovranno trasmettere al Ministero della marina, per mezzo della posta con piego assicurato, le proprie offerte unitamente al certificato dell'eseguito deposito a garanzia del contratto a stipularsi. Il piego sarà fatto in modo che il certificato suddetto sia separato dalla scheda contenente l'offerta, la quale dovrà essere chiusa in busta suggellata.

I pieghi contenenti le offerte dovranno essere consegnati alla posta entro tutto il giorno 29 del corr. mese di dicembre, senza di che le medesime non saranno ammesse. Dovranno scriversi accanto all'indirizzo le seguenti parole: « Offerta per la fornitura di metri cubi 300 di legname di Quercia, di cui in avviso d'asta del giorno 15 dicembre 1867. »

Al mezzodì del giorno 4 gennaio pross. v. le offerte raccolte saranno da apposita Commissione nella sala d'incanti del Ministero della marina pubblicamente aperte, e l'appalto sarà provvisoriamente aggiudicato a colui, il cui partito sarà trovato migliore in confronto degli altri e della scheda dell'Amministrazione.

Tutte le offerte presentate e il nome dei concorrenti e del deliberatario provvisorio saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale*; ed in essa come pure negli avvisi che saranno diffusi per notificare l'avvenuto deliberamento, sarà indicato il modo necessario a seguirsi per presentare l'offerta del ventesimo nel termine fissato di giorni 15 dalla data dei suddetti avvisi e della nota inserta nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il deliberatario dell'appalto depositerà, oltre all'ammontare della tassa di registro, lire 400 per le spese di stampa, d'incanto e di stipulazione.

Firenze, 15 dicembre 1867.

Il segretario ai contratti

4384 Celesia.

REGNO D'ITALIA

PROVINCIA DI BRESCIA - CIRCONDARIO DI BRENO

AVVISO.

Il signor Franzoni Giovanni Battista, di Borno, con regolare istanza presentata alla R. prefettura di Brescia, ha invocato a proprio favore la concessione della miniera di ferro denominata di Sotto o Fratellanza, sita nel comune di Ono San Pietro, circondario di Breno, provincia di Brescia.

Nel portare la cosa a pubblica conoscenza a' sensi e per gli effetti dell'articolo 43 della legge 20 novembre 1859, n. 3755, si avverte che resta fissato il termine perentorio di giorni 30 pella presentazione degli eventuali atti di opposizione da parte dei terzi interessati, a quest'ufficio.

I confini poi della miniera chiesta in concessione potranno essere rilevati durante l'orario d'ufficio dai relativi piani che fin d'ora trovansi all'uopo depositati presso la segreteria di questa sottoprefettura.

Dalla sottoprefettura di Breno, 20 dicembre 1867.

4450 *Il Sottoprefetto.*

4464

Avviso per concorso

SCUOLA MICHONIANA DI ARCHITETTURA IN LIVORNO.

Dovendosi conferire il posto di maestro nella ridetta Scuola fondata nell'anno 1823 dal cav. Carlo Michon, e diretta dai signori governatori delle Case Pie del Refugio, e delle povere mendicanti di questa città, è aperto un concorso per coloro che volessero aspirarvi, e si fanno noti al pubblico col presente avviso gli emolumenti e gli oneri inerenti a tale impiego.

Il maestro dovrà istruire i giovani: 1°. nella geometria, almeno in quella parte che può essere necessaria per l'architettura e agrimensura; 2° nell'ornato riguardante direttamente l'architettura; 3° nei diversi ordini di architettura rispetto ai quali farà loro conoscere e studiare le migliori fabbriche antiche e moderne, dimostrerà loro i più utili metodi di costruzione, e quindi gli renderà capaci di portare in prospettiva ogni sorte di piani e di oggetti, e di conoscere il grado di luce competente agli oggetti in ragione delle distanze; 4° nell'agrimensura nelle tre parti che la riguardano onde renderli capaci di misurare e fare le necessarie osservazioni sopra i terreni, e riportarle sopra le carte, e ritrovarne le aree.

Il maestro dovrà fare scuola tutti i giorni dalle ore 9 antimeridiane alle ore una pomeridiana ad eccezione delle domeniche, delle altre feste di intiero precetto e delle vacanze autunnali dal 1° ottobre all'11 novembre, ed uniformarsi alle altre prescrizioni stabilite dal fondatore nel pubblico istrumento del 15 novembre 1823 rogato Gallizioli e al regolamento interno della Scuola.

L'annuo onorario del maestro è di lire italiane mille e cento settantasei.

I concorrenti dovranno presentare le loro domande corredate dei documenti giustificativi degli studi da essi fatti, entro il mese di gennaio 1868 nello scrittoio delle Case Pie, Scali dei Bottini dell'Olio, n. 6, ove sono ostensibili il pubblico istrumento e regolamento interno sopra indicati.

Livorno, addì 19 dicembre 1867.

Visto: *Il Presidente* GIUSEPPE TOMMASI. — *Il Segretario* Dott. GAETANO ORSINI.

SOCIETÀ ITALIANA DI MUTUO SOCCORSO CONTRO I DANNI DELLA GRANDINE

AVVISO.

Pel giorno di giovedì 9 p. v. gennaio, alle ore 11 antimeridiane, nella sala del Padiglione Cattaneo, corso Vittorio Emanuele, n. 15, è convocata l'assemblea generale per deliberare sui seguenti oggetti:

1° Nomina del presidente dell'assemblea.

2° Proposta del socio signor dott. Cesare Tubentini intorno al modo di formare la tariffa generale e di applicare la sopratassa agli enti passivi, di cui all'articolo 8 dello statuto.

3° Mozione del socio signor Bruni ingegnere Francesco perchè sia soppressa la Commissione per la tariffa come all'articolo 8 dello statuto, e lasciata la formazione della tariffa al Consiglio di amministrazione in concorso colla Direzione.

4° Mandato per la Commissione della tariffa nel caso che venga deliberato di mantenerla.

5° Modificazione agli articoli 51, 35 e 37 dello statuto.

6° Vertenza coi soci della provincia di Macerata intorno alla tariffa loro applicata nel 1867.

7° Rapporto sui crediti inesigibili della Società nel caso che venisse soppressa la Commissione per la tariffa.

8° Nomina di un consigliere supplente in sostituzione al rinunciante signor Caldarini ing. Michele nominato dall'assemblea del 6 p. p. novembre.

Sono quindi invitati tutti i signori soci deputati come all'articolo 54 dello statuto a intervenire all'adunanza per emettere il loro voto nelle deliberazioni che saranno prese.

Il Direttore Cardani. — *Il Segretario* Massara dott. Fedele. 4448

Estratto di Bando per vendita forzata.

Alla pubblica udienza del tribunale civile di Arezzo del 23 gennaio 1867, a ore 10 antimeridiane, sarà proceduto in coerenza della sentenza del tribunale stesso del 12 dicembre 1867 alla vendita forzata dell'infrascritto stabile appartenente a Vincenzo di Paolo Virginio, possidente già domiciliato a S. Sepolcro, ed oggi a Livorno, stato a di lui pregiudizio espropriato dal signor Francesco Galardi nella sua qualità di cassiere e legittimo rappresentante l'Orfanotrofio Schianteschi di S. Sepolcro, creditore surrogato nella esecuzione incoata da Giuseppe Carboni, e rappresentato dal procuratore Cesare Aloigi, statogli destinato con deliberazione della Commissione di patrocinio gratuito del 1° aprile 1867, prima in un solo lotto e quindi, in difetto di oblatori, in due separati lotti formati dal perito giudiciale Marco Mazzoni nel modo infranotato e per il prezzo infrascritto rispettivamente ridotto colla citata sentenza.

Descrizione dei beni da vendersi.

Lotto unico.

Un vasto casamento per uso di abitazione con diverse botteghe posto in S. Sepolcro, in via de' Gherardi, distinto all'estimo del comune di S. Sepolcro in sezione L. dalle particelle 706 e 706 in parte, 707 e 708 con rendita imponibile di it. L. 135 96 gravato di un censo di it. L. 1176 attivo all'Orfanotrofio Schianteschi per il prezzo oggi ridotto di it. L. 3678 24.

Lotto 1°

Parte del sopradescritto casamento che è confinato da via Gherardi, via di Mezzo o borgo Maestro, Fantoni Francesco, Sanfranceschi Paolo e dal restante di detto fabbricato, rappresentata all'estimo in sezione L. dalle particelle 706, 707 e 708 con rendita imponibile di it. L. 119 85 per il prezzo oggi ridotto di it. L. 3008 20.

Lotto 2°

Porzione di detto fabbricato confinato da via Gherardi, Fantoni Francesco, Sanfranceschi Paolo e dallo stabile compreso nel primo suddetto lotto, distinto all'estimo in sezione L. dalla particella 706 in parte, con rendita imponibile di it. L. 36 00, per il prezzo oggi ridotto di it. L. 670 94.

La liberazione sarà fatta a favore del maggiore offerente con tutti i patti, oneri e condizioni di che nel relativo bando del 18 dicembre 1867, registrato a debito in Arezzo nel giorno stesso da Viti e che trovasi ostensibile in questa cancelleria.

Si rende noto che la somma da depositarsi in questa cancelleria a titolo di spese approssimativamente determinata (oltre il decimo del prezzo d'incanto in danaro o in rendite dello Stato al portatore, salvo ne venga dispensato dal presidente di questo tribunale) da chiunque voglia essere ammesso ad offrire all'incanto resta stabilita quanto al lotto unico in L. 255; quanto al primo lotto, in L. 205; e quanto al secondo lotto, in L. 140, compresi in tal somma i diritti di registro, iscrizione e trascrizione ipotecaria ed ogni altra relativa alla sentenza di vendita.

Si rende noto inoltre che le spese del giudizio di subastazione dalla citazione per la vendita fino alla sentenza del 12 dicembre 1867 inclusivamente, e che debbano far carico al liberatario a forma della quarta fra le condizioni di vendita, ascendono a italiane L. 1120 94, compresi gli onorari e spese dovute al procuratore del creditore istante, le tasse notate a debito e i diritti dovuti al tipografo per la stampa dei bandi, che fin qui hanno avuto luogo, ed alla *Gazzetta Ufficiale del Regno*.

I creditori inscritti sullo stabile da vendersi dovranno depositare le loro domande di collocazione con i titoli giustificativi entro giorni 30 dalla notificazione del bando, onde possa poi seguire la graduazione per la quale fu delegato il giudice signor Leopoldo Medici.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Arezzo.

Li 18 dicembre 1867.

4465 PAOLO SANDRELLI, canc.

Informazioni per assenza.

Sull'instanza di Teresa Biggio fu Giuseppe, vedova di Paolo Ferretti, ora moglie di Giuseppe Raggio residente a Romaggi, il tribunale civile di Chiavari con provvedimento 13 dicembre 1867 ordinò assumersi informazioni intorno alla assenza di Andrea Ferretto fu Paolo espatriato per le Americhe, che ebbe il suo ultimo domicilio nella villa di Acero, comune e mandamento di Borzonasca, delegò gli atti al pretore del mandamento di Chiavari, e mandò procedersi alle notificazioni e pubblicazioni prescritte dall'art. 23 del Codice civile.

Chiavari, 21 decembre 1867.

4474 T. REPETTI, caus.

Editto.

Sono prevenuti tutti i creditori del fallimento di Giovanni Palmerini che nella mattina del dì tre gennaio 1868, a ore 10, nella camera di Consiglio di questo tribunale, sarà proceduto alla verificazione dei loro crediti avanti il giudice delegato del fallimento stesso e sindaco signor Cesare Bettazzi.

Dalla cancelleria del tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio.

Li 24 decembre 1867.

4484 F. NANNEI, vice canc.

R. Teatro della Pergola

La Commissione nominata dall'Accademia per l'attivazione del teatro nella prossima stagione di carnevale-quaresima, rende avvisati tutti i detentori di ricevute della cessata impresa Monari per abbuonamenti di passo e di posti distinti rispetto alla stagione predetta, a presentarsi nei giorni 26, 27 e 28 del corrente, dalle ore 1 alle 3 pom., al camerino del teatro per rendere ostensibili al signor Pietro Betti, a questo effetto delegato dalla Commissione predetta, le ricevute di abbuonamento, onde evitare inconvenienti nelle sere di spettacolo.

4495

Estratto. 4454

Mediante pubblico istrumento del dì diciotto dicembre milleottocentosessantasette, rogato dal notaro ser Vincenzio Guerri, da registrarsi nel termine prescritto dalla legge, il signor Emilio del fu Giovanni Montelatici, possidente e ortolano domiciliato nel popolo di S. Salvi, a causa della espropriazione per pubblica utilità dichiarata col decreto Reale del dì 31 dicembre 1865, ha ceduto, venduto e trasferito alla comunità di Firenze alcuni appezzamenti di terra da occuparsi dalla strada in servizio della cinta daziaria provvisoria, che sono quelli rappresentati in sezione D della comunità già di Rovezzano, ora di Firenze, dalle particelle 465, 465², 470, 472, 460 in parte, 433 in parte, 843 in in parte, 434 in parte, 433² in parte, confinati, l'appezzamento marcato dei N. 465, 465² 434, 433²: 1° argine dell'Affrico, 2° Becucci e Scheggi, 3° rimanenze del terreno espropriato, 4° Montelatici Luigi; l'appezzamento marcato dei N. 472, 843: 1° argine d'Affrico, 2° Basagni, 3° rimanenze del terreno espropriato, 4° Sodi.

Qual vendita e rispettiva compra dalle parti contraenti è stata fatta per il prezzo di lire italiane duemilacinquecentotrentadue, comprensivo di ogni e qualunque titolo d'indennità, che dovrà esser pagato dalla comunità di Firenze, unitamente ai frutti al cinque per cento dal dì 17 ottobre 1866, sulle due somme ammontanti insieme a L. 2020 00, importare del prezzo del fondo occupato e del deprezzamento dei fondi residui, previa la prova della libertà dei beni espropriati, decorsi che siano trenta giorni da quello nel quale sarà inserito il presente estratto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* per i fini ed effetti voluti dall'art. 54 della legge de' 25 giugno 1865.

Dott. LUIGI LUCII
Procuratore della comunità di Firenze.

4488 Avviso.

Si deduce a pubblica notizia come, attesa la renunzia emessa dal signor Tommaso del fu Francesco Alessandri alla nomina di esecutore e amministratore testamentario, fattagli dal fu signor Ranieri del fu Paolo Masini, negoziante trattore e possidente, domiciliato a Firenze, mediante istrumento rogato Buonajuti li 14 dicembre stante, qui registrato il 17 successivo, si è fatto luogo alla surroga contemplata dal testatore con analogo provvedimento preso da questo illustrissimo signor pretore del 4° mandamento pel quartiere di San Giovanni, nominando con suo decreto del dì 21 dicembre andante il signor Antonio del fu Luigi Santoni a disimpegnare l'uno e l'altro ufficio con tutte le attribuzioni, prerogative ed oneri inerenti.

Avviso.

Si rende noto che alla pubblica udienza del venti dicembre stante tenuta dal tribunale civile e correzionale di Firenze, non avendo avuto luogo la vendita per mancanza di oblatori al pubblico incanto dei beni espropriati alle istanze della ditta bancaria Arduin e C., rappresentata dal dottor Gaetano Bartoli, in pregiudizio del signor Girolamo Pagliano, e divisi in due lotti, consistente il primo in uno stabile denominato l'Isola delle Stinche, posto in Firenze in via del Fosso, cura di San Simone, ad uso in parte di abitazione, e in parte del teatro conosciuto sotto il nome di *Pagliano*, con rendita imponibile di L. 11,094 92; ed il secondo in una villa con giardino e podere annesso posta in luogo detto la Querce, già comune di Fiesole ed oggi di Firenze, con rendita imponibile di lire 868 31, il tribunale predetto ordinò la rinnuovazione dell'incanto alla pubblica udienza del 10 gennaio 1868 con un nuovo sbasso del 10 per cento, venendo così il prezzo del primo lotto ad essere ridotto a lire it. 651,442 50, e quello del secondo lotto a lire it. 79,291 55.

Dalla cancelleria del Tribunale civile e correzionale di Firenze li 23 dicembre 1867.

Il cancelliere
4477 SEB. MAGNELLI.

Avviso.

Il sottoscritto rende di pubblica ragione che collo scoccare delle ore 12 (dodici) meridiane del prossimo veguente giorno di lunedì 30 (trenta) volgente mese di dicembre spirano i fatali per poter utilmente aumentare (non però mai in somma minore del ventesimo) alle lire it. 2,987 50, per le quali coll'odierno verbale di numero 3205-1850|490 il nominato signor Giuseppe Barbieri di Sorgnano, ed abitante a Turrigliano, deliberò il terreno seminativo con viti e casa in Avenza, luogo detto Turrigliano predetto, sotto i numeri catastali 3356 e 3357, in confine a lui stesso, al fosso, ed agli eredi del medico Staffelli, dello stimato peritale valore di lire 2,640 al netto dei canoni livellari Corsi, e della rettoria di Colonnata in conformità dei precedenti bandi d'asta con capitoli normali 31 ottobre e 26 novembre 1867 del compendio della testata eredità del fu Pietro Barbieri di Sorgnano, devoluta alla Congregazione di Carità di di Carrara, come rappresentante il locale Civico Spedale, ed il frutto del cui prezzo stesso deve, a senso delle tavole testamentarie Barbieri, erogarsi nella celebrazione di tante messe a suffragio della sua e dell'anima della predefunta sua moglie Dazzi Catterina.

Carrara, 21 dicembre 1867.

4483 F. FIASCHI, not.

Avviso.

Si fa noto come in seguito al rincaro del sesto verificatosi nel 20 dicembre andante sul prezzo di L. 1,507 e centesimi 93, per il quale alla pubblica udienza del tribunale civile e correzionale di Firenze del 7 dicembre detto era già avvenuta la liberazione dell'immobile, espropriato in danno di Giovacchino Machiavelli, conforme resulta dal relativo avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* dell'11 dicembre stante, n. 340, il presidente del tribunale surriferito con suo decreto dal 21 di questo mese ha ordinato esporsi nuovamente all'incanto l'immobile anzidetto sul prezzo come sopra aumentato a L. 1,759 25, alle medesime condizioni già espresse nel bando del 7 giugno 1867, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 6 luglio successivo, n. 183, destinando per tale nuovo incanto la pubblica udienza che dal surriferito tribunale civile sarà tenuta la mattina dell'8 febbraio 1868, a ore 11. E tutto a forma di legge.

Dalla cancelleria del tribunale civile e correzionale di Firenze.

Li 24 dicembre 1867.

4493 SEB. MAGNELLI, canc.

Avviso.

Il tenente generale Cesare De Laugier avendo smarrito dodici cartelle del primo imprestito del municipio di di Firenze, coi rispettivi cuponi portanti i numeri 3890, 3891, 3892, 3893, 3894, 3895, 3896, 3897, 07642, 07650, 10980, 11952, diffida tutti coloro a cui le mentovate cartelle venissero esibite, intantochè vanno praticandosi le più accurate ricerche in proposito dalle autorità competenti. 4486

Avviso.

D'ordine del sig. avv. Paolo Piccardi, giudice delegato al fallimento di Cristofano Bertelli di Arezzo, tutti i creditori del fallimento stesso già verificati ed ammessi al passivo del fallimento medesimo sono convocati per la mattina del quattordici gennaio 1868, per procedere alla presentazione della lista tripla prescritta dall'art. 480 del Codice di commercio francese, vigente in Toscana all'epoca dell'apertura del fallimento suddetto, per la nomina del sindaco provvisorio in surroga all'oggi defunto signor Pietro Reboa; quale adunanza avrà luogo in una delle sale di questo tribunale, avanti il prefato signor giudice delegato, alle ore dieci.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Arezzo, facente funzione di tribunale di commercio.

Li 21 decembre 1867.

4466 CANONERO, vice canc. agg.

Renunzia d'eredità.

Si è presentato l'illustrissimo signore avvocato Serraglio del fu Pompeo Serragli, domiciliato in Firenze, il quale con atto ricevuto in questa cancelleria nel giorno 21 del corrente mese ha renunziato la eredità intestata del signor Giulio Cesare Serragli figlio suo e della fu illustrissima signora Teresa Casini nei Serragli, morto il 4 novembre 1867 nella villa posta nel castello di Palaja.

Dalla cancelleria della pretura del 3° mandamento di Firenze.

Li 21 dicembre 1867.

Il cancelliere
4490 G. COMANDOLI.

Accettazione d'eredità con benefizio d'inventario.

Con atto di questo giorno il signore Giuseppe Sacconi di Firenze, come avente la patria potestà del proprio figlio minorenne Paolo, ha dichiarato avanti il sottoscritto cancelliere di accettare con benefizio d'inventario l'eredità del fu Ranieri del fu Paolo Masini a detto suo figlio devoluta in ordine al testamento pubblico, rogato Borchi del 25 giugno 1867, registrato nel 16 dicembre corrente, registro 14, foglio 132, n. 5193.

Dalla cancelleria del 4° mandamento di Firenze.

Li 24 dicembre 1867.

4491 EUGENIO MANZUOLI.

Accettazione d'eredità con benefizio d'inventario.

Con atto di questo giorno ricevuto dal cancelliere sottoscritto il signor Pietro Grimaldi di Firenze, come avente la patria potestà del proprio figlio Enrico, ha accettato con benefizio d'inventario l'eredità del fu Enrico del fu Giuseppe Carega a detto suo figlio devoluta in ordine al testamento pubblico del dì 8 novembre 1867, rogato Borchi e debitamente registrato nel 12 successivo, registro 13, foglio 150, n. 4631, con lire cinque e centesimi cinquanta.

Dalla cancelleria del 4° mandamento di Firenze.

Li 24 novembre 1867.

4492 EUGENIO MANZUOLI.

Avviso. 4386

Amalia Cattaneo, quale erede del marito don Alessandro Tosi, venuto a morte in Lecco, 24 novembre 1867, trova opportuno di invitare mediante l'avviso seguente tutti coloro che credessero di avere delle ragioni ereditarie sul patrimonio da lui lasciato, a farle ad essa conoscere.

Chiede quindi che venga per due volte l'avviso stesso inserito nel foglio degli atti ufficiali di questa gazzetta.

Segue il tenore dell'avviso ripetuto:

Nel 24 del mese di novembre 1867 venne a morte don Alessandro Tosi del fu nobile Francesco, senza testamento. La sottoscritta di lui vedova invita tutti quelli credessero di avere ragioni ereditarie sul patrimonio dal medesimo lasciato a farle ad essa conoscere per iscritto al di lei domicilio in Milano, via Lanzone, n° 10, 1° piano, a tutto febbraio del prossimo anno 1868.

SOCIETÀ ANONIMA DELLE

STRADE FERRATE ROMANE

(Sezione Nord e Centrale Toscana)

La Commissione mista, con deliberazione del 14 dicembre corrente, per i motivi in essa indicati, autorizzò i Consigli della sezione Nord, della sezione Sud e della già Centrale Toscana a portare a cognizione degli interessati che il *pagamento* delle *cartelle estratte* e dei *cuponi* che sono per maturarsi col mese corrente, non potrà esser fatto alla scadenza dalla Società. In seguito a questa deliberazione, e presi, in ordine all'articolo 26 della convenzione del 22 giugno 1864, approvata con legge del 14 maggio 1865, i necessari accordi col R. Governo garante pel pagamento degli interessi e del capitale di alcuni titoli delle antiche Società, il sottoscritto, in nome della Commissione mista, è stato autorizzato con officiale del Ministro delle finanze a pubblicare il seguente

AVVISO.

A cominciare dal 2 gennaio 1868 il R. Tesoro eseguirà il *pagamento* degli *interessi* e delle *ammortizzazioni* scadenti nel 2° semestre 1867 sui seguenti titoli della Società delle Ferrovie Romane:

1. N° 79,738 Azioni della già Società delle Strade Ferrate Livornesi, emesse il 1° luglio 1860, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 10 50;
2. N° 20,655 Obbligazioni di Serie A della Società suddetta, emesse in aprile 1860, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 7 50;
3. N° 7,050 Obbligazioni di Serie B della medesima Società, emesse il 1° gennaio 1860, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 7 50;
4. N° 69,512 Obbligazioni di Serie C della Società suddetta, emesse li 15 novembre 1861, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 7 50;
5. 99,303 Obbligazioni di Serie D_1 della detta Società, emesse il 1° maggio 1862, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 7 50;
6. N° 129,094 Obbligazioni Serie D_2, emesse dalla Società stessa in gennaio 1864, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 7 50;
7. N° 11,731 Obbligazioni della già Società della Strada Ferrata Centrale Toscana di Serie A, emesse il 1° gennaio 1865, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 12 50;
8. N° 33,966 Obbligazioni della Società suddetta di Serie B, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 12 50;
9. Saranno parimente pagati dal Tesoro dello Stato i frutti al secondo semestre del 1867 di n° 35,964 Obbligazioni della Società suddetta di Serie C, portanti ciascuna l'interesse semestrale di Ln. 12 50.

La Società delle Strade Ferrate Romane avendo diritto di rivalersi verso i portatori dei titoli anzidetti della tassa sulla ricchezza mobile per la quota governativa relativa al secondo semestre 1867, all'atto del pagamento sarà fatta la prelevazione dell'8 p. 0|0, e così saran ritenute pel semestre al 2 gennaio 1868 e per ciascuna cedola le somme seguenti:

Centesimi 84 per ogni cedola delle azioni della Società delle già Strade Ferrate Livornesi;

Centesimi 60 per ogni cedola delle Obbligazioni della Società suddetta di Serie A, B, C, D_1 e D_2;

Lire 1 per ogni cedola delle Obbligazioni della Società della Strada Ferrata Centrale Toscana, Serie A, B e C.

Il pagamento degli interessi e dell'ammortizzamento dei titoli della già Società delle Strade Ferrate Livornesi sarà fatto dalla Tesoreria Centrale del Regno in Firenze, via Cavour, n° 63, e quelli della già Società della Strada Ferrata Centrale Toscana continueranno ad esser pagati dalle Tesorerie provinciali di Firenze, Torino, Genova, Milano e Livorno.

Per le Obbligazioni delle Strade Ferrate Romane non direttamente garantite dal R. Governo, un prossimo avviso indicherà il giorno nel quale la Società ne incomincierà il pagamento.

Firenze, 24 dicembre 1867.

Per la Commissione mista
4489 T. Mangani.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DELLE ACQUE E STRADE

AVVISO D'ASTA.

In seguito alla diminuzione del ventesimo, fatta in tempo utile, sull'annuo prezzo di lire 9,548 32, ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi il 5 dicembre corrente, pello

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla manutenzione per un novennio del tronco della strada nazionale dello Stelvio, compreso fra la mezzaria del campanile della chiesa parrocchiale di Sondrio e l'ingresso del piazzale del santuario della B. V. di Tirano, in provincia di Sondrio, della lunghezza di metri 25,078 40.

si procederà alle ore 12 meridiane di giovedì 2 gennaio p. v., in una delle sale del Ministero dei lavori pubblici, dinanzi il direttore generale delle acque e strade, e presso la Regia prefettura di Sondrio, avanti il prefetto, simultaneamente col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, al definitivo deliberamento della surriferita impresa al miglior oblatore in diminuzione dell'annua somma di lire 9,070 90, a cui il suddetto prezzo annuale trovasi ridotto dietro la fatta offerta del ventesimo.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno presentare in uno dei suddesignati uffici le loro offerte estese su carta bollata (da lire una), debitamente sottoscritte e suggellate, ove nei surriferiti giorno ed ora saranno ricevute le schede rassegnate dagli accorrenti. Quindi da questo dicastero, tosto conosciuto il risultato dell'altro incanto, sarà deliberata l'impresa a quell'offerente che dalle due aste risulterà il miglior oblatore. — Il conseguente verbale di deliberamento verrà esteso in quell'ufficio dove sarà stato presentato il più favorevole partito.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del capitolato d'appalto in data 29 giugno 1867, visibile assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffizi di Firenze e Sondrio.

La manutenzione durerà dal 1° aprile 1868 fino al 31 marzo 1877.

I pagamenti saranno fatti a rate semestrali posticipate, a norma dell'art. 48 del suddetto capitolato.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima:

1° Presentare un certificato d'idoneità all'esecuzione di lavori nel genere di quelli formanti l'oggetto del presente appalto, rilasciato in data non anteriore di un anno da un ispettore od ingegnere capo del Genio civile in servizio, debitamente vidimato e legalizzato.

2° Fare il deposito interinale di lire 1,100 in numerario o biglietti della Banca Nazionale.

Per guarentigia dell'adempimento delle assuntesi obbligazioni dovrà l'appaltatore, nel termine di giorni 15, depositare in una delle casse governative a ciò autorizzate una somma corrispondente ad una mezza annata del canone d'appalto, in numerario, biglietti della Banca Nazionale o cartelle al portatore del debito pubblico, al valor nominale, e stipulare il relativo contratto presso l'ufficio dove seguirà l'atto di definitiva delibera. Detta cauzione potrà anche farsi consistere in un'ipoteca sopra stabili di un valore almeno doppio della somma preaccennata, netti da altre ipoteche o pesi.

Le spese tutte inerenti all'appalto, nonchè quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Non stipulando fra il termine sopra fissato l'atto di sottomissione con guarentigia, il deliberatario incorrerà di pien diritto nella perdita del fatto deposito interinale, ed inoltre nel risarcimento d'ogni danno, interesse e spese.

Firenze, 21 dicembre 1867.

Per detta Direzione Generale
4480 A. Verardi, *capo sezione.*

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA, via del Castellaccio.